

***Kinshasa, RD Congo, 5<sup>e</sup> janvier (Infosplusgabon) - L'église catholique a froissé la Commission nationale électorale indépendante du Congo (CENI) en déclarant connaître le vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre dernier.***

La Conférence épiscopale de la République du Congo (RDC) a mis au défi l'organe électoral de déclarer le nom du vainqueur légitime.

La rencontre vendredi entre le chef de la Mission d'observation de l'Union africaine, Diocounda Traoré, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat à Addis-Abeba et son appel aux Congolais pour le respect des résultats de l'élection et la loi électorale, a fait grimper les enjeux.

Dans un communiqué, le secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo (CENCO), Domitien Nshole, a dit que à les données à sa disposition, grâce à ses 40.000 observateurs électoraux, couvrant près de 20 pc des centres de vote, consacrent le choix d'"un candidat" comme président de la République.

La déclaration de la CENCO a été suivie par le Département d'Etat américain, qui a déclaré que Washington se tenait prête aux côtés des millions d'électeurs qui se sont rendus au urnes à travers la RDC pour participer aux élections présidentielles, législatives et provinciales.

Depuis son indépendance en 1960, la RDC n'a jamais connu de transfert pacifique et démocratique du pouvoir.

L'élection de décembre constitue par conséquent l'un des scrutins les plus importants dans l'histoire de ce pays d'Afrique Centrale, ont constaté les Etats-Unis dans un communiqué rendu public vendredi par le Département d'Etat.

Washington s'est dit profondément préoccupée par la décision de la CENI de refuser l'accréditation à plusieurs observateurs et représentants de médias internationaux.

L'organe chargé de la gestion des élections au Congo a été accusé de semer la confusion le jour de l'élection par rapport à la localisation des bureaux électoraux, la diffusion des listes électorales, la distribution tardive de certains matériels électoraux et la décision malheureuse de la CENI d'annuler les élections dans les circonscriptions de Beni et Butembo, dans l'Est du pays.

Toutefois, malgré ces défis, des millions de citoyens congolais ont participé pacifiquement au scrutin et fait entendre leurs voix, a constaté Washington.

Selon la CENCO, afin de dissiper toute suspicion autour de l'intégrité du vote, l'organe électoral ne doit prendre en compte que les votes enregistrés à partir du décomptage manuel et affichés dans tous les centres de vote.

La Conférence épiscopale a également estimé que les résultats doivent être vérifiés et seuls les résultats affichés dans les centres de vote doivent être affichés et publiés.

"La CENI doit maintenant s'assurer que ces voix et ces votes sont respectés. Alors que le peuple congolais, la région et le monde entier attendent patiemment les résultats de ces élections, l'Internet doit être rétabli et les médias autorisés à travailler librement", ont estimé les Etats-Unis.

On rappelle que le gouvernement congolais a coupé l'Internet lundi ,après que des résultats ont commencé à circuler en ligne.

Selon les autorités, l'Internet a été coupé pour éviter la spéculation sur le vote.

"Nous exhortons la CENI à s'assurer que les votes sont décomptés de manière transparente et ouverte, en présence d'observateurs et que les résultats transmis à la CENI soient précis et correspondent aux résultats annoncés dans chacun des 75.000 bureaux de vote", a poursuivi le Département d'Etat.

Selon les autorités américaines, Washington soutient les attentes de la Mission d'observation électorale de l'Union africaine exprimées le 2 janvier, à savoir que les résultats annoncés soient conformes au vote.

"Nous continuons à exhorter les autorités gouvernementales congolaises, les responsables des forces de sécurité de la RDC, les leaders de l'opposition, les représentants de la société civile et les parties prenantes de tous bords à respecter la loi et à rejeter la violence", a souligné le Département d'Etat américain.

Washington invite ces dernières à saisir cette occasion historique en RDC pour bien faire les choses.

"Ceux qui faciliteront un transfert pacifique, démocratique du pouvoir en respectant la Constitution et les résultats des urnes seront félicités, tandis que ceux responsables de l'affaiblissement des institutions et du processus démocratiques, menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC ou tirant profit de la corruption devront rendre des comptes", a conclu le Département d'Etat.

Ce dernier a réaffirmé que ceux qui sapent le processus démocratique, menace la paix, la sécurité ou la stabilité de la RDC, ou tirent profit de la corruption pourraient être considérés comme persona non grata aux Etats-unis et exclus du système financier américain.

FIN/INFOSPLUSGABON/OML/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon